

L'opinione di... **François Grin**

Les représentations et l'avenir du plurilinguisme

La récente publication, par la Haute École Spécialisée de Soleure, d'une étude sur "les langues étrangères dans les entreprises suisses" a bénéficié d'un certain retentissement dans les médias. Le lecteur en trouvera du reste un résumé dans le présent numéro de *Babylonia*. Au-delà des nombreux chiffres que nous livre cette étude, on en retiendra ici l'un des résultats les plus importants: c'est que la fréquence d'utilisation de langues nationales (notamment l'allemand en Suisse romande et italienne et, dans une moindre mesure, le français en Suisse alémanique et italienne) est supérieure à celle de l'anglais.

On ne s'attardera pas sur quelques problèmes méthodologiques que cette étude laisse en suspens: par exemple le fait qu'une grosse multinationale puisse se retrouver dans la même catégorie qu'une entreprise ne comptant guère plus de 250 employés; ou le biais d'auto-sélection qui, avec un taux de réponse d'un peu plus d'un tiers, altère inévitablement la représentativité de l'échantillon, donc la fiabilité des résultats.

Cela dit, les résultats de cette enquête ne surprendront pas ceux qui ont étudié soit l'utilisation, soit la valorisation des langues étrangères dans l'activité économique de notre pays: on sait en effet que dans bien des contextes professionnels, les ouvriers, employés, cadres ou dirigeants puisent dans un répertoire linguistique qui ne se limite pas, tant s'en faut, à l'anglais; et l'estimation des taux de rendement des compétences en langues étrangères révèle une forte rentabilité de l'allemand et du français.

Il reste que les résultats de l'étude soleuroise vont à l'encontre d'une idée très répandue. Pour beaucoup, en effet, le multilinguisme est une complication inutile (donc, quelque part, "anti-économique"), et l'on pourrait avantageusement s'en débarrasser en faveur d'une *lingua franca*, l'anglais étant perçu comme tout indiqué pour cette fonction. Or une *lingua franca* est avant tout une stratégie de communication qui naît du contact entre personnes parlant des langues différentes et finit par se constituer comme langue en puisant dans ces différentes langues, sans dédaigner le recours à d'autres instruments, y compris la gestuelle. Ce n'est donc pas la même chose qu'une langue native pour certains — mais pas tous — et que les locuteurs non-natifs devraient bon gré mal gré adopter.

L'idée que le plurilinguisme est une solution inférieure à une langue commune (ainsi élevée au rang d'hégémon) est tenace. Elle a beau être relativisée et même contredite par plusieurs études, elle a pour elle le poids des fausses évidences. Plus préoccupant encore, elle a un très fort pouvoir d'auto-réalisation. En effet, plus le grand public sera persuadé que la maîtrise d'une seule langue étrangère suffit (qu'il s'agisse de l'anglais, de l'espagnol ou du mandarin ne change pas grand-chose à l'affaire) et que, de nos jours, l'anglais est l'alpha et l'oméga de la réussite professionnelle, plus cela encouragera d'autres personnes à négliger les langues tierces; et plus l'investissement se concentrera vers une seule langue, plus s'accroîtra la perception de son caractère incontournable, renforçant ainsi une dynamique qui mine la diversité. On trouve là un exemple particulièrement éloquent de l'importance des représentations comme source de réalité.

C'est précisément pour cette raison que des études comme celle que vient de publier la HES soleuroise ont une importance politique et sociale indéniable: elles peuvent contribuer à freiner, voire à renverser une dynamique délétère dont non seulement la diversité, mais aussi la démocratie et l'équité sortiraient perdantes.

